



Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne

LAON, le 5 juillet 2018

Référence à rappeler :

N° 2018-3009 EG

Affaire suivie par :
Lt-Colonel GODULA Eric

RAPPORT D'ETUDE DE PREVENTION

Objet : Avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours relatif à une demande pour changement de destinations, permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable.

Arrondissement : LAON

Code Postal/Commune : 02270 – COUVRON-ET-AUMENCOURT

Etablissement : AUTODROME AERODROME - ETABLISSEMENT DE PLEIN AIR

Adresse : Lieudit Quartier Mangin

Demandeur : MSV FRANCE

Effectif y compris le personnel : 30000

TYPE : PA - 1^{ère} CATEGORIE

Le projet consiste en l'aménagement de l'ancien site militaire de Couvron en autodrome et aérodrome.

DESCRIPTION :

Le site comportera sur 4 communes :

- CREPY dossier 2380021
- VIVAISE dossier 8210012
- COUVRON ET AUTREMENCOURT
- CHERY LES POUILLY
- un autodrome, des installations et bâtiments liés à cette activité ;
- un aérodrome ;
- des installations et bâtiments liés à d'autres activités ;
- la création de 4 parkings.

Le projet prévoit la démolition de certains bâtiments, l'aménagement de bâtiments existants et la construction de nouveaux bâtiments dont un établissement recevant du public du type T, L de la 1^{ère} catégorie.

AUTODROME – COUVRON-ET-AUMENCOURT

Concernant l'autodrome ainsi que les installations et bâtiments liés à l'activité :

L'autodrome pourra accueillir des événements rassemblant 30 000 personnes, 1 000 véhicules légers et

100 bus. Il y est prévu :

- la construction d'une piste de 2,8 km avec possibilité de modifier la configuration ;
- la construction d'un ERP T, L 1^{ère} catégorie en bordure de piste ;
- la construction d'une station de distribution de carburant ;
 - l'aménagement, en atelier et/ou stockage, de bâtiments de 6700 m² (bâtiment 112), 2400 m² (bâtiment 302), 1 450 m² (x2 : bâtiments 259 et 266) ;
- l'aménagement d'un stand de tir (bâtiment 264) : ERP de la 5^{ème} catégorie ;
- l'aménagement d'un centre équestre : ERP de la 5^{ème} catégorie ;
- la construction d'un espace paddock de 1 630 m² ;
- la réhabilitation d'un bâtiment (n° 233).

Aucune information n'est transmise sur le classement des bâtiments, au titre du code du travail ou des installations classées pour la protection de l'environnement, ne relevant pas des ERP ou sur la présence possible de tribunes (la présence de celles-ci entraînant le classement en ERP de type PA).

Concernant l'aérodrome : il pourra accueillir des appareils de la catégorie 3C avec un maximum de 10 mouvements aériens par jour et 1 500 par an.

Le projet de site prévoit 2 entrées situées au Sud-Ouest pour l'entrée technique et au Nord-Ouest pour l'entrée publique.

Cet établissement est soumis aux dispositions du décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973 codifié dans les articles R 123.1 à R 123.55 du Code de la Construction et de l'Habitation, ainsi qu'à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité et à l'arrêté du :

☛ 06 janvier 1983 modifié (type PA) JO du 02-02-83.

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours émet un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation du projet présenté, toutefois, les mesures de sécurité sous mentionnées doivent être respectées :

1. Suivre en tous points la notice de sécurité.

2. En l'absence d'information concernant la présence de tribunes, du détail des ERP, le classement de bâtiment ne recevant pas de public, il n'est pas possible d'apporter un avis précis et exhaustif sur la réglementation incendie applicable notamment l'accessibilité et la défense extérieure contre l'incendie. Seules des observations d'ordre général concernant le Site de Plein Air seront transmises ci-dessous.

AUTODROME – COUVRON-ET-AUMENCOURT

3. Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité pour le site et pour chaque bâtiment. **Art. R 123-51 du C.C.H.**
4. Prévoir en cas d'exploitation nocturne un éclairage normal et d'évacuation permettant d'atteindre les sorties **Art. PA11**
5. Disposer les moyens d'extinctions suivant les règlements propres aux activités et appropriés aux risques. **Art. PA12.**
6. Maintenir les accès ouverts en permanence ou fermés sous la garde d'un préposé. **Art. PA8.**
7. Définir les consignes de sécurité en cas d'incendie et le service de sécurité incendie adapté aux risques d'exploitation et l'effectif du public. **Art. PA13.**
8. Installer le téléphone urbain avec source de secours en cas de défaillance de l'alimentation normale, la ligne directe est recommandée. **Art. PA 14.**
9. Afficher près de l'entrée principale :
 - un avis relatif au contrôle de la sécurité. (*modèle C.E.R.F.A 20 3230*). **Art GE 5.**
 - un plan de l'établissement. **Art. MS 41.**
10. Fournir à la Commission de sécurité lors de sa visite de réception :
 - Une attestation du maître d'ouvrage certifiant que l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité ont bien été effectués, conformément aux textes en vigueur. **Art 46 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié.**
 - Un dossier constitué notamment :
 - ❖ Du rapport final de contrôle technique (solidité des ouvrages et vérifications réglementaires après travaux « R.V.R.A.T. ») établi par une personne ou un organisme agréé. **Art GE 7, GE 8 et GE 9.**
 - ❖ Du dossier comprenant les procès-verbaux de réaction et de résistance au feu des matériaux et des éléments de construction employés. **Art. GN 12.**
11. Respecter les principes fondamentaux de mise en sécurité des personnes handicapées et à mobilité réduite prévus à l'article **GN8**.
 - 1 - Formaliser dans le dossier prévu à l'article **R 123-22** la ou les solutions retenue pour l'évacuation de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap (cognitif, visuel, auditif, moteur...) et annexer au registre de sécurité au niveau de l'exploitant : la trace de la solution retenue par le maître d'ouvrage et validée par la commission de sécurité compétente. Elaborer les procédures et consignes d'évacuation des PMR.
 - 2- Disposer de cheminements praticables, menant aux sorties Les sorties utilisées par les personnes handicapées doivent être repérables aisément.

AUTODROME – COUVRON-ET-AUMENCOURT

12. Créer un 3^{ème} accès, au moins, en partie Est. Celui-ci devra permettre d'accéder directement à la piste de l'autodrome, à l'aérodrome ainsi qu'au reste du site, permettre l'intervention des secours par un axe rouge en toute circonstance indépendamment des axes d'évacuation du public judicieusement réparti.

Les accès aux pistes de l'autodrome seront répartis de façon à pouvoir intervenir en tous points de celles-ci par 2 axes opposés.

Les accès aux pistes de l'aérodrome seront répartis de façon à pouvoir intervenir en tous points de celles-ci par 2 axes opposés.

Les caractéristiques des voies d'accès au site devront correspondre à celles d'une voie engins.

Les caractéristiques d'une voie « engins » sont les suivantes :

- largeur libre de 3 mètres minimum, libre de circulation, bandes réservées au stationnement exclues,
- hauteur libre de 3,50 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale 0,20 m²,
- rayon intérieur R de 11 mètres minimum,
- surlargeur $S=15/R$ en mètres dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- pente inférieure à 15 %.

13. Assurer la défense en eau contre l'incendie suivant les risques présentés par les activités, les installations et les bâtiments par des points d'eau incendie en application des grilles de couverture de l'arrêté préfectoral cité en référence. Les grilles de couverture définissent :

- le débit ou le volume d'eau ;
- le nombre de point d'eau incendie devant fonctionner en simultanés ;
- la durée d'utilisation ;
- la distance des points d'eau incendie au risque à défendre.

14. L'ensemble des installations, points d'eau incendie, canalisations et réservoirs devront permettre d'atteindre les objectifs de couverture.

15. Dans le cas où des installations relèveraient des installations classées pour la protection de l'environnement, le dimensionnement des besoins en eau incendie se fera en application du document technique D9-D9A.

16. Compte tenu des informations du permis d'aménager, il n'est pas possible de définir les objectifs de couverture. Ceux-ci seront définis après étude des permis de construire (ou d'aménager) des bâtiments suivant le type de risque et leurs surfaces. Les besoins en eau contre l'incendie sont susceptibles de dépasser la capacité du réseau existant en débit simultané de plusieurs hydrants et nécessiter des compléments par réserves incendie.

Le Directeur Départemental
Par délégation,

Lieutenant-Colonel GODULA